

CAFE-PHILO DU 29 JUIN 2018 - AR VAG

Quel avenir pour le travail ?

Les philosophes du 18ème siècle ont fait du travail le moyen nécessaire à l'échange fondant le lien social, mais sous la forme abstraite d'un outil de calcul de la valeur marchande. Cependant, ce faisant, ils élevaient le travailleur au rang d'individu libre.

Le travail est progressivement devenu le critère d'attribution des places et des rétributions dans les sociétés libérales. Hegel, Marx et les socialistes du 19ème siècle y ont vu le moyen d'une humanité rayonnante, ce que l'Histoire a refusé.

La crise des années 1930, puis la seconde guerre mondiale ont conduit à apaiser les tensions sociales sur le partage des fruits du travail. Mais les 30 Glorieuses n'ont pas résisté à la croissance du commerce international. Une politique néo-libérale essentiellement fondée sur l'individu a pris le relais. Aujourd'hui, attentes et craintes concernant le travail sont très vives.

Le travail n'est nullement en voie de libération !

Le travail serait alors l'expression libre d'un travailleur autonome se fixant ses propres fins, objectifs et moyens.

Max Weber explique que les sociétés capitalistes nécessitent plusieurs conditions et, en particulier, des techniques et un droit rationnels ainsi qu'une main-d'oeuvre disponible individuellement, libre de s'engager, c'est-à-dire complètement antagonistes à cette utopie.

Dans la réalité, le travail implique une subordination à d'autres. Il est donc le moyen d'une fin qu'il ne choisit pas : il est aliéné.

Marx pensait que l'appropriation, par les travailleurs, des moyens de production leur permettrait de parvenir à l'autonomie. L'URSS a montré que cela ne « désaliène » pas le travail, l'efficacité productive restant le but du travail. De plus, dans nos sociétés libérales, les travailleurs indépendants ne sont clairement pas autonomes.

L'évolution actuelle du travail le rend de moins en moins « matériel » et abrutissant, mais toujours autant aliéné. L'implication accrue du travailleur dans sa tâche, contrepartie d'une certaine dose d'autonomie dans l'organisation de celle-ci, offre cependant des possibilités d'expression.

Hegel voyait dans le travail une œuvre, ce qui faisait de la production une action éminemment humaine et le pivot d'une société fondée sur la satisfaction des désirs, des besoins, même non-matériels. Mais la réalité d'un travail est qu'il n'est que très rarement une œuvre et que toute production n'est pas une expression.

Par quel compromis le travail pourrait être une œuvre mais rester régi par la logique d'efficacité ? La question reste entière.

Le travail participe au lien social mais ne peut le fonder

Le travail, moyen nécessaire à l'acquisition de richesses, fournit aussi à nos sociétés la base de la répartition des places, postes et rémunérations. Cela est vrai pour les sociétés libérales. Mais aussi pour les sociétés socialistes qui ont placé au premier rang de leurs valeurs la contribution à leur effort productiviste (cf stakhanovisme).

On ne peut contester, par ailleurs, que le travail participe au lien social. Il contribue à l'apprentissage de la vie en société et à la formation des identités, à la régulation des échanges via des normes et des principes de redistribution. C'est, de plus, un moyen de rencontres et de coopération différent de ceux de la famille et des amis.

Notre contrat de travail est individuel. Le droit du travail n'est que correctif des dérives possibles et ne remet pas en cause la primauté de l'individu sur le collectif, ni de l'économique sur le social. En Allemagne, à la suite de Hegel, on considère que le travail est plutôt fondé sur une relation. Cette approche fait de l'appartenance à une entreprise la véritable source juridique du travail. Séduisante, elle ne doit pas faire oublier les risques de soumission des employés aux dirigeants de l'entreprise.

On a pu parler d'entreprise citoyenne, mais le but de l'entreprise n'est pas de créer du lien social. Par ailleurs, fortement hiérarchisée, donc inégalitaire, elle ne peut prétendre à un rôle formateur de citoyens égaux en droit !

Ce constat oblige à s'interroger sur ce qu'est le lien social. Pour A. Smith, le travail EST le lien social car il permet l'échange, qui est la base de la régulation de la société libérale. Marx fait du travail un pur lien social dans la société communiste car il présente l'individu à ses concitoyens via ce qu'il produit. H. Arendt et Habermas ont, pour leur part, montré que l'on ne peut gérer la société comme une entreprise et que la société marchande est insuffisante à créer le lien social qui ne peut trouver son origine que dans des choix politiques.

L'impact de l'ère numérique sur le travail et l'emploi

Dans un processus de production, le numérique permet une segmentation facile des tâches, donc de morceler le travail entre plusieurs travailleurs sans relations. D'où sous-traitance et délocalisation. De même, les « plates-formes » (Uber, Air BnB, Paypal, ...) mettent en communication des acheteurs et des vendeurs, des travailleurs indépendants et leurs clients, en fournissant toutes les informations nécessaires à une relation confiante entre eux et sans intermédiaires coûteux.

Les travailleurs indépendants deviennent de plus en plus nombreux. Seuls, les métiers exigeant des investissements importants leur sont fermés. Mais ils sont confrontés aux problèmes de confidentialité lorsqu'ils opèrent pour des employeurs en concurrence. Enfin, les travailleurs indépendants doivent consacrer une bonne part de leurs économies à leur outil de travail ; en cas de crise dans leur domaine, ils peuvent perdre leur job et leurs économies. Ce qu'évite le salarié qui peut diversifier ses risques.

Le travail salarié ne va pas disparaître mais diminuer. Se pose cependant une question de concurrence loyale entre les travailleurs indépendants en matière de charges sociales et de contraintes réglementaires, la tentation pouvant être grande de prendre des risques et d'avoir, le cas échéant, à faire appel à la collectivité pour en limiter les conséquences. Notre droit du travail bâti pour des ouvriers d'usine devra être revu de fond en comble.

Depuis déjà pas mal de temps, le travail n'est plus le facteur primordial de production, l'investissement est devenu très important. Et, comme l'illustre l'évolution des salaires US, la connaissance, le savoir, deviennent progressivement le facteur déterminant. L'ordinateur exécute parfaitement des tâches où il s'agit d'appliquer une règle à des faits (distribuer des billets, par exemple). Il est beaucoup moins à l'aise pour trouver une règle récurrente dans un ensemble de faits. Enfin, en dépit du « machine learning », il est complètement désarmé si le problème à traiter est imprévu et non accompagné d'une routine préalable. Il faut donc s'attendre à ce que ceux qui tireront le meilleur parti du numérique soient ceux qui auront acquis un savoir abstrait facilitant leur adaptation à l'environnement et à ce que les ordinateurs remplacent ceux qui ne sont capables que de tâches routinières.

L'impact des inégalités d'éducation et d'environnement familial va donc croître. De même, les pays qui sauront attirer les meilleurs acteurs de l'économie numérique dans les principaux secteurs d'activité ne laisseront aux autres que des miettes. Enseignement supérieur et fiscalité seront les clés de cette concurrence. Même s'il faut nuancer ce schéma, le risque est grand que le refus de celle-ci ne laisse que des pauvres.

Donc, comme toutes les révolutions technologiques, l'ère numérique ne créera

pas, à terme, un chômage ingérable. La question est, en fait : subsistera-t-il une majorité suffisante d'emplois rémunérés de façon décente ? Il ne faut pas faire l'autruche devant cette destruction créatrice, mais trouver les moyens de maintenir une protection sociale suffisante et d'adapter notre société à ce monde nouveau et surtout à veiller à notre niveau d'éducation et de formation.

Alors ?

La philosophie de la fin du 20ème siècle et du début du 21ème a laissé le champ aux sociologues et aux économistes au sujet du travail. L'école de Francfort, à la suite de Heidegger, en abordant les rapports de la société avec l'ensemble des technologies, apporte cependant une contribution intéressante.

La critique de l'économie - Les sociologues font à l'économie plusieurs critiques de fond :

- elle ne considère que les individus (ce qui est le cas de l'école de Vienne, mais pas de toute la profession)
- elle refuse de reconnaître que ce qu'elle appelle les lois naturelles sont les résultats de l'Histoire et justifie ce qui existe (mais le rôle des institutions a aujourd'hui une grande importance)
- salaires et protection sociale incitent à la production mais leur répartition semble hors du sujet de l'économie
- via la technocratie, elle a pris le contrôle de la direction de la société qu'elle assume comme si c'était une entreprise. Le contrôle par les parlementaires est faible, faute de connaissances solides,
- l'emploi des techniques des sciences économiques dénature la sociologie et renforce l'emprise de l'économie sur la société.

En fait, les économistes ont abandonné l'idée que l'économie est la science des comportements humains et pensent tout simplement que ceux-ci ont une influence sur l'économie.

La technique et le travail permettent à l'humanisme de mettre l'homme au centre du monde.

La technique est, en effet, un rapport au monde qui permet à l'Homme de transformer la Nature en réservoir d'utilités et une extériorité qui lui permet de se construire. Le couple production / consommation est progressivement devenu son seul rapport au monde. L'écoute, la contemplation et l'action des Grecs ont été perdus. Pour Heidegger, l'Homme a oublié l'Être. Pour Hannah Arendt, l'Homme s'est privé de son essence ; en voulant s'élever au-dessus de l'animalité, il en a créée une autre.

Adorno et Horkheimer voient dans la technique une nouvelle forme de barbarie. En effet, les hommes paient leur pouvoir en devenant étrangers à ce sur quoi ils l'exercent. La science a perdu sa dimension de connaissance et de maîtrise pour devenir un appareil de maîtrise. Les rapports entre les hommes se sont « chosifiés ». La domination de la Nature a entraîné une domination des hommes. C'est ainsi que le

travail fournissant le moyen d'exploiter la Nature est devenu l'organisateur des rapports sociaux.

L'école de Francfort critique le positivisme et le pragmatisme et insiste sur la nécessité de sauvegarder les deux faces de la raison : instrumentale et source de vérité extérieure au sujet pensant.

Conclusion pour la discussion

A l'issue de ces trois sujets sur le travail (dont la présentation doit beaucoup à D. Meda, J. Tirole, P. Cahuc et quelques autres, ainsi qu'à A. Touraine pour la conclusion), il apparaît clairement que celui-ci a massivement contribué à l'édification de nos sociétés modernes, tant en ce qui concerne les moyens matériels dont elles disposent qu'en ce qui attrait à leur propre organisation et à leur rapport à la Nature.

Mais il semble bien que nous soyons entrés dans une phase de transition où il va être nécessaire de revoir nos conceptions et de trouver une orientation universaliste qui surplombe la société, l'obligeant à respecter la dignité de l'Homme tout en lui donnant sa juste place dans la Nature.

On peut contester les points de vue précédents, mais y a-t-il des raisons pour vraiment les remettre en cause et offrir une alternative crédible aux schémas qui se dessinent ?